

Leadership Féminin et une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel : Rencontre des membres du vivier avec les mentors pré-identifiés

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 23 FEVRIER 2022

1043

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Me Mountaga Tall sur Renouveau TV

“La sécurité d'un pays ne se délègue pas, elle s'assume”



Innovation technologique : L'AMRTP offre de nouvelles solutions !



Floraison des cabinets d'optométrie à Bamako : Les optométristes à cœur ouvert !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

22 Fev.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

959

Nouveaux cas confirmés

06

Nouveaux guéris

80

Nouveaux décès

02

Au cours des dernières 24 H

08 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
05 cas graves en soins intensifs
618 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 352

Guéris

28 630

Décès

722

dont 259 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.26



/ Une /

Me Mountaga Tall sur Renouveau TV : « La sécurité d'un pays ne se délègue pas, elle s'assume »

P.4

/ Brèves /

Transition au Mali : « Une durée de 12 mois supplémentaire est acceptable », déclare Nana Akufo Addo, « qu'est-ce qui lui empêche d'en parler au président Goita », réplique le PM Maïga

P.11

SOS Solidarité : Qui pour sauver le petit Amara Ballo, souffrant d'un abcès cérébral ?

P.11

Tessit : L'Etat-major Général des Armées communique

P.12

Recrutement à la CANAM : Les éclaircissements de la Direction Générale

P.12

Processus budgétaire 2023 : Un taux de croissance de 5,3% attendu

P.13

Situation sécuritaire du Mali : L'expert Alioune Tine satisfait de l'amélioration

P.13

/ Actualité /

Assassinat de Gislaine Dupont et Claude Verlon à Kidal : Choguel Kokalla Maïga ne loupe pas la France

P.16

Florence Parly, ministre française des armées : « C'est une décision lucide et cohérente »

P.17

Leadership Féminin et une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel :

Rencontre des membres du vivier avec les mentors pré-identifiés

P.18

Floraison des cabinets d'optométrie à Bamako : Les optométristes à cœur ouvert !

P.21

Innovation technologique : L'AMRTP offre de nouvelles solutions !

P.23

/ Politique /

CNT : Le projet de révision de la Charte de la Transition adoptée à l'unanimité Attaye Ag Mohamed sur l'accord pour la paix et la réconciliation : « Le seul outil pour construire une paix durable »

P.25

P.26

/ Culture & société /

Musique : La diva malienne Oumou Sangaré dévoile l'album "Timbuktu" et continue de s'engager pour le WASSULU

P.28

/ International /

Après le discours de Vladimir Poutine : Les Ukrainiens entre rage et inquiétude

P.29

Engagement de la France au Sahel : Un débat sans conséquences à l'Assemblée Nationale

P.30

/ Sport /

Édouard Mendy : Ou le temps de la reconnaissance

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Me Mountaga Tall sur

Renouveau TV

“La sécurité d’un pays ne se délègue pas, elle s’assume”

« La sécurité d’un pays ne se délègue pas, elle s’assume » ; « Nous avons été grands, je veux que nous restions grands ». Voici quelques-unes des grandes sentences prononcées par Me Mountaga Tall, le président du Congrès National d’Initiative Démocratique (CNID- Yiriwa -Ton), figure emblématique du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) et fervent défenseur de la démocratie, invité de l’émission « Grand Jury » de Renouveau télévision. L’émission était particulièrement attendue en raison du contexte socio-politique national.

Connu pour son franc-parler, sa pugnacité, sa maîtrise aussi bien du bamanan que de la langue de Molière, Me Mountaga Tall a répondu à toutes les questions qui faisaient polémique notamment le processus d’attribution des logements sociaux et la brouille entre Bamako et Paris sur le départ des forces Barkhane et Takuba. Mais avant d’arriver au vif des sujets de fond, Mountaga Tall, interrogé sur ses relations avec IBK a salué avec émotion la mémoire du dis-

paru, magnifié leurs relations personnelles tout en assumant pleinement leurs divergences politiques.

Abordant la question de l’attribution des logements sociaux, Me Tall a tenu à lever toute ambiguïté sur la présence de son fils sur la liste des bénéficiaires. « Faux et archi-faux » dira-t-il. Les auteurs de cette infox, selon lui, voulaient coûte que coûte nuire à sa bonne réputation de ne trainer aucune casserole après 30 années de présence sur la scène politique.

Et de dire que jamais son enfant ne postulera à un logement social aussi longtemps que son parti sera aux affaires dans un ministère. Et de rappeler qu’en accord avec son fils aîné, ingénieur en génie logiciel et directeur d’une entreprise informatique, celui-ci a renoncé à toute collaboration avec le ministère de l’Economie numérique quand lui-même était ministre.

De façon plus générale l’invité du jour dira que si le ministre Kaména voulait tricher, il aurait pris deux mesures dès son arrivée au ministère chargé de l’Habitat. Un : dissoudre la commission d’attribution des logements sociaux et installer une nouvelle commission ; il ne l’a pas fait. Il a gardé la commission telle qu’il l’a trouvée. Deux : il aurait pu décider de faire un nouvel appel à candidature et y faire postuler ses proches et amis ; il ne l’a pas non plus fait. Il y a là, selon lui, des éléments concrets qui attestent de sa bonne foi et de son souci de transparence. Il est allé plus loin parce que dès qu’il y eût des contestations, il a décidé de suspendre la décision d’attribution des logements et de dissoudre la commission d’attribution. Ces décisions, promptes et radicales signifient **« la transition à laquelle il appartient, à laquelle nous appartenons, tient compte de chacun. Et cette transition veut que les choses soient claires. Et quand il y a des récriminations, il en tient compte. A partir du moment où il a annoncé des enquêtes, je suggère que nous**

attendions les résultats de ces investigations pour nous prononcer. Parce qu'il ne sert à rien d'aller dans des extrapolations avant même que l'on sache ce qui s'est réellement passé. Mais reconnaissons ensemble que les actes qui ont été posés, sont nouveaux dans la gouvernance au Mali. Le ministre qui dit qu'il se peut mes services se soient trompés, je recule, je vais voir ce qui s'est passé et en tirer les conséquences », a-t-il conclu.

S'agissant du départ des forces Barkhane et Takuba, Me Mountaga Tall a réaffirmé sa position selon laquelle « **la sécurité d'un pays ne se délègue pas ; elle s'assume** ». Ceci reste une conviction très fortement ancrée en lui. Ne pas déléguer sa sécurité ne veut pas dire refuser toute forme de collaboration en matière sécuritaire. Les nations les plus fortes du point de vue militaire ou économique ont néanmoins des partenariats militaires et sécuritaires. Au Mali, nous avons malheureusement délègué notre sécurité. Décider de la reprendre et de l'assumer ne serait pas pour lui des propos de circonstance mais une conviction profonde énoncée, il y a déjà une décennie. Cependant, il dit ne pas être de ceux qui renient le passé ou qui insultent l'avenir. Même avec la situation qui est en train de se dessiner, les terroristes ne connaîtront pas de frontières. Donc il faudrait, comme le gouvernement le souhaite, des accords bilatéraux de coopération pour que le Mali ne soit pas un sanctuaire pour les terroristes poursuivis ailleurs ou que les terroristes poursuivis au Mali et qui franchissent des frontières s'en tirent à bon compte. « **Maintenant que nous sommes devant le fait accompli du retrait des forces Barkhane et Takuba, nous devons prendre des mesures fortes et nous assumer. Je pense très profondément que l'esclave qui change de maître ne s'affranchit pas. Mon choix le plus ardent, ce pourquoi je milite, ce que la sécurité du Mali incombe à nos forces de défense et de sécurité qui aujourd'hui effectuent un travail de terrain qui est plus qu'à saluer. C'est à magnifier. Il faut continuer à les aider à faire cela. Les aider, n'est pas seulement une question d'équipement. Il s'agit pour malien de se convaincre que la sécurité du Mali est son affaire personnelle** », soutient Me Tall.

Et de poursuivre : « **Je ne suis dans l'émo-**



tion, je ne suis pas en train de me réjouir de quoi que ce soit. Je pense qu'il faudrait que le Mali arrête de délèguer la sécurité. Je constate un fait accompli. Puisque le fait est accompli, il faut que nous nous organisions pour faire face. Vous savez, je ne suis pas naïf, notre situation est difficile, extrêmement difficile. Notez que jamais le Mali n'a demandé à qui que ce soit de partir. Le Mali voudrait juste que les termes de la coopération militaire soient rediscutés. Je pense qu'honnêtement on pouvait s'asseoir et constater qu'il y avait un échec ou un succès. Cette demande de relecture des accords militaires, n'a pas été suivie d'effet. Je le regrette. Que voulez-vous que nous fassions lorsqu'une simple demande de relecture d'accord militaire n'est pas suivie d'une table ronde », a-t-il déploré.

Enfin le calendrier électoral, la fin de la Transition et la brouille avec la CEDEAO ont été évoqués. Pour Mountaga Tall, nos difficultés avec la communauté internationale se situent à quatre niveaux. Le premier est que tous nos partenaires sont tenus de respecter l'indépendance et la souveraineté du Mali, la dignité des maliens et des autorités du Mali. Le second a trait aux sanctions. Pour lui, ces sanctions sont contre-productives, puisqu'elles impactent gravement les plus défavorisés. Elles risquent en outre, selon lui, de donner plus de force aux terroristes qui s'abreuvent à trois sources principales : l'ignorance (ils prétendent connaître le coran alors qu'ils n'en savent rien), la pauvreté et le sentiment de ne pas être reconnu dans ses conditions les plus intimes. D'où le risque de renforcer les terroristes ! Selon Me Tall, il faut sérieusement, intégrer cette donne surtout à un moment où le terrorisme s'étend vers le golfe de Guinée.

Troisièmement, le Mali doit négocier le délai pour la fin de la Transition. « Nous sommes dans une famille (Ouest-africaine). Même quand on a raison on ne sort pas de la famille. Nous devons être dans la famille, surtout qu'il y a des africains qui proposent une médiation africaine pour régler un problème entre pays africains. Ma proposition est qu'il faut emprunter résolument cette voie pour que le Mali reprenne toute sa place. « **Nous avons été grands, je veux que nous restions grands** ». Enfin, pour ce qui concerne les réformes, Me Tall dira qu'il faut concilier les points de vue. Il faut, dira-t-il, identifier les tâches qui ne pourraient pas être différées, et en face, voir ce qu'il faut faire et dans quel délai, et sur cette base convenir d'un temps acceptable pour tous. « **Je ne suis pas de ceux qui disent qu'il faut faire toutes les réformes. A défaut de faire toutes les réformes, il faut poser des jalons irréversibles de façon qu'on ne retombe plus dans les mêmes travers. Il ne faudrait pas accepter les solutions prêtes à porter, il ne faut pas se mettre non plus dans une carapace. En discutant on peut s'entendre sur des tâches incompressibles et sur les délais...** », fera-t-il savoir avec conviction.

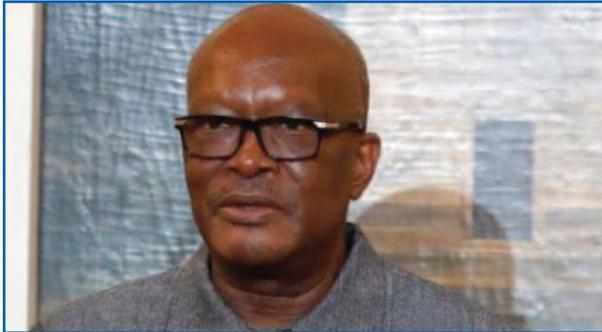
Et quand on essaye de le mettre dos à dos avec le Premier ministre, il dira ceci : « J'ai dépassé l'âge des clubs de soutien. Les premiers clubs de soutien au Mali l'ont été pour moi et ceux qui ont fait cela sont aujourd'hui des ministres, des colonels des hauts magistrats, des avocats et mêmes des journalistes... Moi à la place qui est la mienne aujourd'hui, il ne s'agit pas d'applaudir à tout va... Je pense que la meilleure façon de faire pour le Mali est de dire ce qui est bien pour le Mali ».

■ Ibrahim Sanogo et Yama Diallo

Jeune Afrique



Logé depuis le 25 janvier dans la villa ministérielle où il recevait régulièrement ses hôtes, Roch Marc Christian Kaboré a été déplacé à l'improviste et sans explications le 17 février dans une nouvelle maison, également située dans le quartier de Ouaga-2000. Quelles sont ses nouvelles conditions de détention, durcies par la junte ? La réponse



Le foot est fou



Deux semaines après avoir remporté leur toute première Coupe d'Afrique, il y a une autre grande occasion pour les fans des Lions de Teranga ce soir : L'inauguration du nouveau Stade Me Abdoulaye Wade de 50 000 places. L'un des plus grands pays de Football d'Afrique.



Fier D Etre Malien et Africain.



#ÉCONOMIE | Les chauffeurs sénégalais désespérés à la frontière avec le #Mali. Les sanctions de la #CEDEAO contre le Mali font

des dégâts économiques considérables dans la région. Des milliers de camions stationnés au long de la frontière Mali - Sénégal attendant l'ouverture des frontières, selon une source la douane sénégalaise.

Depuis l'embargo imposé par la #CEDEAO au Mali, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, sont durablement frappés par ces sanctions, indique une source diplomatique de la #CEDEAO. Selon des sources douanières du Sénégal et le Mali, plus de 1300 camions sont toujours bloqués entre ces deux frontières.

Le président sénégalais Macky Sall, avait affirmé qu'il se rendra au Mali pour éclaircir cette situation. Le prix de la viande, des produits alimentaires et autres ont plus que doublés dans la région à cause des sanctions de la #CEDEAO.

KAO François AGORA Actualités



Bina Sogoba



Très bonne nouvelle côté ONU. Asso et Choguel sont des vrais leaders d'Afrique.

Yehia Tandina



MALI : DES FRAPPES AÉRIENNES EN COURS DANS LA ZONE DES 3 FRONTIÈRES



Mali Actu



En outre, le député russe de la Douma d'État, Vitaly Milonov, qualifié de « fuite » le retrait de l'armée française du Mali : « De toute évidence, le groupe de spécialistes militaires russes qui se trouve au Mali est un groupe de personnes qui fournissent un pouvoir et un soutien consultatif efficaces » et puis il a ajouté « Et ce groupe de consultants militaires russes a fait ce que les Français et leurs alliés pendant de nombreuses années n'ont pas pu le faire. De plus, ce n'est qu'une fuite »



L'activisme du président ivoirien dans les dossiers du Mali commence à agacer sérieusement plusieurs observateurs aussi bien en Afrique qu'en Europe. L'ancien ministre français des Armées sous Jacques Chirac ne s'est pas empêché de s'inviter dans le débat.



Ammy Baba Cisse



Le Sénégal a financé le nouveau stade Abdoulaye Wade, initialement prévu pour 24 mois, s'est réalisé en 17 mois pour un coût de 156 milliards de francs.

Plus de 60000 candidats pour 800 emplois dans le concours direct de la fonction publique.

« Tous ceux qui ont voté l'accord de défense entre le Mali et la France doivent être jugés »
Mohamed Bill Traore

maliweb.org



Un arrêt de travail qui aura des impacts, à coup sûr, sur la desserte des services de télécommunications des opérateurs Moov Africa-Malitel et Orange aux consommateurs locaux.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la coopération internationale, SEM Abdoulaye DIOP s'est entretenu, hier avec l'Ambassadeur des États-Unis, SEM Dennis B. Hankins et SEM José Hornero Gómez, l'Ambassadeur d'Espagne pour faire le point et demander l'accélération des procédures en vue de la livraison de l'avion CASA acquis par l'Etat Malien auprès d'Airbus.



Dans le cadre de la poursuite du dialogue avec la communauté internationale, les membres du Comité local de suivi de la Transition ont eu des échanges avec SEM Abdoulaye DIOP cet après-midi au ministère des affaires étrangères et de la Coopération Internationale.



■ Kati 24



Le Premier ministre et sa délégation sont bien arrivés à Dubai.

Le Premier ministre, Choguel K Maïga et certains membres du gouvernement ont quitté hier Bamako pour les Émirats Arabes Unis, où ils participeront à la "Journée Nationale du Mali à Expo 2022"

Ils sont bien arrivés aux environs de 6 heures GMT.



ASSADEK AG HAMAHA...

@ASSADEK

Pour certains, être un bon malien aujourd'hui, c'est insulter ceux qui ne partagent pas les idées avec eux. Avoir ses opinions est une vertu à respecter. Évitions de réduire le patriotisme aux slogans et aux insultes. Travaillons plutôt! MAAME

■ Joliba FM



Aujourd'hui, un an après sa disparition, nous rendons un vibrant hommage à notre collègue, partenaire et frère Idrissa Soumeylou Maïga dit Idi, Promoteur de l'agence Communication Afrique (COMAF). Nous saluons celui, qui pendant une décennie, a fait vibrer le cœur de milliers de personnes. Les professionnels, les artistes, les musi-

ciens, le public...te saluent Idi. Tu as été capable de leur offrir une scène, un espace d'expression artistique répondant aux exigences du métier avec une belle synchronisation de toute la chaîne logistique : de l'arrivée des artistes à leurs installations, la préparation des spectacles, la communication pour attirer le public, le strict respect des cahiers de charges et des fiches techniques des artistes nationaux et internationaux : Davido, VegeDreem, Sidiki Diabaté, Tekno, Black M, Niska, Dadju, Tata Pound, Souké et Sidiki, Petit Guimba, Amani Kiffi Mathieu alias DJ Ramatoulaye...

Professionalisme, courtoisie, altruisme, humilité, gentillesse te caractérisaient...Dors en paix



■ Nouhoum Togo



Suite aux patrouilles des FAMA entre Lambekaka et Ansongo quatre terroristes armés de PM ont été arrêtés avec quatre motos.

■ Abdou Karimou Maïga



Le Mali est le premier client commercial du Sénégal. Avec une balance commerciale excédentaire de 190 milliards ».

A qui profite les sanctions ? La copie doit être revue !

■ Casimir Sangala



Actus Apej Mopti
Accompagnement des talibés

La coordination régionale de l'"APEJ Mopti à travers son point Focal basé à Djenné, a pris part à la visite conjointe de suivi et évaluation aujourd'hui entre Le Secours Islamique France, Enda Mali et les jeunes talibés formés et financés par les dites structure. Il est important de signaler que l'APEJ a été impliquée dans le suivi et accompagnement de ces jeunes talibés à travers les conseillers d'orientation de Mopti dans les cercles de Djenné, Bandiagara, bankass et Koro dans la grande satisfaction de l'ONG Enda à travers l'antenne régionale de Mopti.

Jeunes investissons pour votre emploi.



■ Gandhi MÉDIA - GM



En français facile, voici la politique qui a miné la crédibilité de l'État du Mali :

Morceler son territoire, nier son identité nationale en sanctuarisant la région de Kidal et en déstructurant celle de Mopti, récuser la légitimité de ses dirigeants.

Ce fut jusque-là, la stratégie permanentement mise en œuvre depuis 2012 pour fragiliser notre pays, en nous montrant incapables de rétablir l'ordre sur notre propre territoire.

La France et tous les nationaux qui s'agitent en ce moment étaient au cœur de cette stratégie. Certains en ont fait une ressource politique et financière.

Source : Souleymane Koné



■ Soutien aux lions indomptables



CAN 2023.

Claude Leroy est très inquiet. Le "Sorcier blanc", ancien sélectionneur de plusieurs équipes africaines, fin connaisseur de l'environnement du football du continent exprime toute sa curiosité quant à la tenue de la CAN 2023 aux mois de juin-juillet. Par une question rhétorique posée lors de l'émission Talents d'Afrique, il exprime clairement son scepticisme en ces termes : "Comment on fait pour jouer à Abidjan en juin-Juillet"? On espère que les autorités ivoiriennes auront aussi le courage comme celles du Cameroun pour dire clairement à la CAF que notre CAN se jouera en janvier (2023 ou 2024) ou alors elle ne se jouera pas sur nos terres. Rappelons que la CAN 2021 avait aussi initialement été prévue en Été.



■ Malick Konate



Le CNT propose que la durée de la Transition soit un événement instinctif qui marque la fin de la transition en lieu et place d'une date.

#Bèki_Takè #MonNouveauMali#LeJalon



Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



L'INPS au service des assurés sociaux



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml

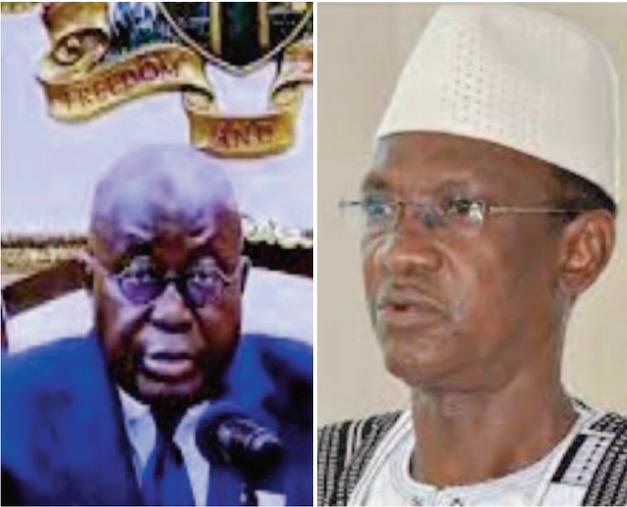


[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Transition au Mali : « Une durée de 12 mois supplémentaire est acceptable », déclare Nana Akufo Addo, « qu'est-ce qui lui empêche d'en parler au président Goita », réplique le PM Maïga

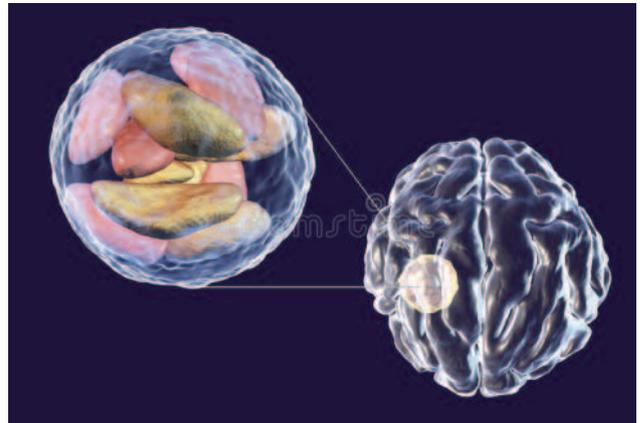


Dans une interview accordée à nos confrères de France 24, le président ghanéen et président en exercice de la CEDEAO a affirmé que lui et ses pairs envisagent d'accepter une transition d'une année supplémentaire au Mali. Rétorquant à la suggestion de Nana Akufo-Addo, le Premier ministre malien, Dr. Choguel Kokalla Maïga, a indiqué que rien ne lui empêche d'en parler au président Goita pour qu'ils échangent sur un délai raisonnable.

Depuis le 9 janvier dernier, un bras de fer s'est engagé entre le Mali et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO. En effet, l'institution sous-régionale a pris des sanctions économiques et financières contre le pays. Plus d'un mois après cette décision, le président ghanéen et président en exercice de la CEDEAO, Nana Akufo-Addo a, dans un entretien accordé à nos confrères de France 24, affirmé que lui et ses pairs envisagent d'accepter une transition de 12 mois supplémentaire au Mali. C'était en marge du dernier sommet UA-UE qui s'est tenu du 17 au 18 février dernier à Bruxelles. Selon lui, la table de négociation est toujours ouverte pour trouver une issue favorable au problème du Mali. Il indique par ailleurs, il y a un accord entre l'institution qu'il dirige et le gouvernement de la Transition malienne au début de l'année 2020. Cet accord, selon lui, est de clore le processus de transition à partir de février 2022. Le président ghanéen dit qu'il regrette la décision du gouvernement malien de n'avoir pas respecté ce délai.

Cependant, le Premier ministre malien, Dr. Choguel Kokalla Maïga a, au cours d'un entretien qu'il a accordé à nos confrères de la Télévision nationale du Mali – ORTM, réagit à cette suggestion du président ghanéen. Selon le chef du gouvernement malien, rien n'empêche au président Nana Akufo-Addo d'en parler à son homologue Assimi Goita. « Ça lui coûtait quoi de parler de ça au président Goita. Qu'ils échangent sur un délai raisonnable acceptable par tous. S'il est de bonne foi, qu'il y

SOS Solidarité : Qui pour sauver le petit Amara Ballo, souffrant d'un abcès cérébral ?



Le petit Amara, âgé de 13 ans, a besoin d'une assistance d'urgence pour espérer vivre encore plus longtemps. Famille très vulnérable, les parents d'Amara Ballo ont quitté Sikasso pour Bamako à la recherche de bonnes volontés afin de sauver la vie de leur enfant souffrant d'un abcès cérébral.

L'enfant séjourne présentement au Centre de référence du Quartier-Mali pour recevoir les premiers soins qui devraient lui permettre immédiatement de subir une intervention chirurgicale à l'Hôpital Gabriel Touré.

Jusqu'à-là à la charge de l'association Case de Secours des Enfants au Mali (CASEM), qui est une association de droit malien, à but non lucratif, créée le 12 mai 2014 et reconnue par les autorités maliennes le 21 mai 2014 sous le numéro : 0587/G-DB. Il faudra 500.000 FCFA pour la prise en charge totale des frais de soins et post-intervention chirurgicale d'Amara Ballo dont la situation est très critique.

Pour mémoire, l'association Case de Secours des Enfants au Mali (CASEM) a pour mission de venir en aide aux femmes et enfants défavorisés, notamment : favoriser et faciliter l'accès aux services de santé, contribuer à l'insertion socioéducative, promouvoir la santé maternelle et infantile, participer à la lutte contre la mendicité et la délinquance juvénile. À cet égard, elle lance aujourd'hui un cri de cœur à toutes les bonnes volontés de redonner espoir à Amara et ses parents.

Pour d'éventuelles aides, le compte Orange Money de l'association est le 76 41 55 74 et le compte bancaire BND est 4000012456

Lansine COULIBALY / Source: LE COMBAT

en discute avec son homologue, ce n'est pas depuis la France qu'il va aller l'annoncer lors d'un point de presse », rétorque le Premier ministre Choguel K. Maïga.

Notons que des discussions sont engagées depuis le 9 février dernier, entre les autorités maliennes et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO, et d'autres partenaires pour trouver un « compromis » sur les échéances pour un retour des civils au pouvoir.

Ibrahim Djittaye / Source : Le Pays

Tessit : L'Etat-major Général des Armées communique



Dans son communiqué n°012, l'État-major Général des Armées, à travers la Direction de l'Information et des Relations Publiques de l'Armée, se prononce sur les événements de Tessit. « L'État-major Général des Armées informe l'opinion que l'aviation des Forces Armées Maliennes est intervenue dans l'après-midi du 18 février 2022 au profit d'une patrouille accrochée par des hommes armés non identifiés dans le secteur d'Archam, à l'ouest de Tessit. Ladite unité était en reconnaissance offensive de recherche et de destruction de sanctuaires terroristes. Elle avait également en charge des missions de réassurance et de protection des populations civiles, récemment victimes d'exactions extrêmes des groupes terroristes ayant provoqué leurs déplacements forcés du Gourma vers le Lipkato ».

La destruction totale de la base terroriste, consécutive à des violents combats aux alentours de la forêt, a fait 8 morts, 14 blessés, 05 portés disparus et 02 véhicules détruits, côté FAMA. Les frappes aériennes des FAMA ont traité et neutralisé des colonnes de motocyclistes qui tentaient de submerger l'unité accrochée. Le ratissage a permis de dénombrer 57 terroristes neutralisés », détaille le communiqué.

« L'Etat-major Général des Armées s'incline devant la mémoire des morts et présente les condoléances les plus attristées de la nation aux familles et proches et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Il rappelle que ses frères d'armes, d'une bravoure inqualifiable, sont morts vaillamment au combat pour la noble cause de la défense de la nation qui reste reconnaissante. L'Etat-major Général des Armées salue leur courage et leur bravoure et rappelle que rien n'arrêtera les FAMA dans leur implacable lutte pour le retour de la paix et de la quiétude », conclut le texte officiel.

Direction Nationale des Eaux et Forêts du Mali : La passation de service prévue ce mardi 22 février

La passation de service entre le Directeur national sortant des Eaux et Forêts du Mali, Ousmane Sidibé et son successeur Mme Kanouté Fatoumata Koné, aura lieu ce mardi 22 février 2022, sauf changement de dernière minute. Le décret a été signé le 17 février. L'acte administratif est tombé le même jour au cours de la soirée, dans la boîte mail du Directeur adjoint. Le lendemain, l'Inspecteur en chef de l'Environnement et de l'Assainissement a rendu visite au Directeur national sortant des Eaux et Forêts.

Ousmane Sidibé se dit prêt à passer le témoin à Mme Kanouté Fatoumata Koné. « Je suis déjà prêt pour la passation », nous a-t-il confié le

Recrutement à la CANAM : Les éclaircissements de la Direction Générale



La CANAM fait l'objet de dénonciations depuis quelques jours, à cause d'un processus de recrutement en son sein. Pour le comprendre, voici les explications d'un responsable du département de la Santé.

Le Conseil d'Administration de la CANAM a recommandé le recrutement conformément au cadre organique 2013/2017, lors de sa 21ème session ordinaire, tenue le 24 septembre 2020. Suite à cette recommandation, les besoins en personnel ont été estimés à 104 conformément au cadre organique 2013/2017. C'est ainsi que des termes de référence relatifs au recrutement du personnel ont été élaborés et une commission de recrutement a été mise en place. Aussi, le comité de gestion de la CANAM a été informé du lancement des travaux de recrutement. La CANAM a eu l'autorisation de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel.

Cette commission a effectué les tâches suivantes :

- lancement de l'appel à candidature ;
- réception et dépouillement des dossiers sur la base des critères contenus dans l'appel ;
- publication d'une liste provisoire avec délai de réclamation suivie d'une liste définitive. Certains candidats ont fait l'objet d'ajout suite à des omissions. Ces candidats ont figuré sur les listes affichées au niveau des centres du concours ;
- organisation d'un concours (ce qui est rare dans un EPA dans le contexte malien) ;
- correction des copies avec respect de l'anonymat ;
- publication des candidats retenus au concours pour l'interview ;
- organisation de l'interview ;
- publication de la liste définitive après l'interview.

Toutes les décisions relatives au recrutement ont été prises en commission. Rarement au Mali, on verra un EPA suivre une procédure si transparente.»

Source : Le Challenger

vendredi 18 février. « C'est Dieu qui donne la place et c'est Dieu qui la reprend », souligne-t-il.

La Direction Générale des Eaux et Forêts rejette tout lien avec la pétition initiée par une partie du personnel. Elle déclare ne rien avoir avec cette initiative, qui ne va pas lui servir.

Source : Le Challenger

Processus budgétaire 2023 : Un taux de croissance de 5,3% attendu

Le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, a présidé en visioconférence, le lundi 21 février 2022, les travaux de lancement du processus budgétaire 2023 dans les locaux de son département, avec la Directrice des Opérations de la Banque Mondiale au Mali, le responsable Pays de la BAD, le Coordinateur du Groupe thématique Economie, Finances, Secteur privé et Statistique (ECOSTAT), etc.

Cette conférence de lancement des travaux du processus budgétaire 2023 se tient dans un contexte de sanctions économiques et financières disproportionnées prises par la CEDEAO et l'UEMOA contre le Mali, en plus de la lutte contre la Covid-19 et l'insécurité. Trois thèmes importants pour ce processus budgétaire 2023 ont été abordés. Il s'agit de « l'articulation entre la réforme budgétaire et la réforme administrative : enjeux et défis ; la pratique de l'évaluation des programmes : forces et faiblesses des outils et du dispositif et l'animation du dialogue de gestion au cours du processus budgétaire : acteurs, processus et enjeux ». Selon le ministre Sanou, après la contraction de 2020 liée au Covid-19 et aux conséquences de la situation sécuritaire, l'économie malienne a renoué avec la croissance en 2021, qui devrait s'accélérer en 2022 et 2023 pour atteindre respectivement des taux de 3,5% et de 5,3%. L'inflation demeure maîtrisée, nettement inférieure au critère de convergence communautaire de 3%. S'agissant de l'exécution budgétaire 2021, la mobilisation des recettes fiscales



ressort plus satisfaisante que celle enregistrée en 2020, avec un taux de pression fiscale qui remonte à 15,5% du PIB contre 14,3% en 2020. L'exécution des dépenses a été contenue dans la limite des dépenses prévues, soit 22,5% du PIB contre une prévision de 25,8% en 2020. Le niveau de déficit budgétaire est ressorti à 4,7% du PIB, nettement meilleur que la prévision de 5,5%. En ce qui concerne l'année budgétaire 2022 en cours, en dépit du contexte actuel caractérisé par des sanctions économiques et financières prises par la CEDEAO et l'UEMOA, le gouvernement travaille à l'amélioration de l'exécution budgétaire, poursuivant ainsi le double objectif d'intensification de la mobilisation des ressources intérieures et de maîtrise des dépenses. En 2023, les perspectives macroéconomiques du Mali incitent à la mise en œuvre d'une politique budgétaire prudente, malgré une reprise de l'activité économique avec un taux de croissance réel attendu de 5,3% contre 3,5% en 2022. Quant à l'inflation, elle resterait stabilisée autour de 2%.

Avant de déclarer ouverte la conférence de lancement du processus budgétaire 2023, le ministre Sanou a remercié l'ensemble des partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Mali dans la mise en œuvre de sa politique budgétaire.

Bourama KEITA / Source : LE COMBAT

Situation sécuritaire du Mali : L'expert Alioune Tine satisfait de l'amélioration

Le 8 février 2022, l'expert indépendant des Nations Unies en visite au Mali a constaté une évolution de la situation sécuritaire et des droits de l'homme. À sa sortie d'une rencontre avec le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga à la primature, Alioune Tine a exprimé, pour la première fois, sa satisfaction de l'amélioration de la situation sécuritaire au Mali.

En visite au Mali depuis le 8 février, l'expert indépendant de l'ONU, Alioune Tine, a exprimé, jeudi dernier, sa satisfaction de l'amélioration de la situation sécuritaire du pays, celle de droits de l'homme et des déplacés. Tine s'est exprimé après sa sortie d'audience avec le Premier ministre, Choguel Kokalla, jeudi. « C'est la première fois depuis ma visite ici au Mali en 2018, qu'il y a une amélioration de la situation de la sécurité, reconnue unanimement à la fois par le commandement militaire, l'administration territoriale, la société civile et les populations que nous avons rencontrés », a expliqué l'expert indépendant des Nations Unies. Il témoigne, en outre, qu'il y a eu une amélioration de la situation des personnes déplacées. Il a ajouté, par ailleurs, qu'il y a eu une amélioration aussi sensible de la situation des droits humains, les violations et les atteintes aux droits de l'homme ont baissé. « Nous avons également émis des recommandations concernant l'ouverture de l'espace civique parce que nous estimons aussi que les Ma-



liens doivent être unis face aux défis qui existent à l'heure actuelle », dit-il. Au cours de cette visite, Alioune Tine a rencontré les autorités publiques, la société civile, les associations de victimes, les organisations non gouvernementales, le corps diplomatique et les Nations Unies au Mali. Les discussions ont porté essentiellement sur des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements souscrits sur les recommandations de sa précédente visite, notamment en matière de lutte contre l'impunité. Pourtant, l'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Mali, Alioune Tine, avait, lors de sa visite annoncée du 8 au 17 février, exprimé sa préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire. « Je suis extrêmement préoccupé par la détérioration continue du contexte géopolitique et sécuritaire et la menace que cela représente pour la situation des droits de l'homme, la paix et la stabilité au Mali et au Sahel », avait déclaré Tine. C'est une première fois que l'expert fait ce constat au côté de l'État malien au moment où celui-ci est accusé de recruter une société privée de sécurité russe.

Bourama KEITA / Source : LE COMBAT



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Assassinat de Gislaine Dupont et Claude Verlon à Kidal : Choguel Kokalla Maïga ne loupe pas la France

Choguel Kokalla Maïga a encore fait parler de lui, le dimanche dernier sur le plateau de l'ORTM. Lors d'une interview qu'il a accordée à la télévision nationale, le Premier ministre s'est longuement exprimé sur le retrait annoncé des troupes françaises. Durant une heure, le chef du gouvernement malien est revenu sur les objectifs et le contexte de déploiement des opérations françaises au Mali.



Les opérations françaises visaient à arrêter l'avancée du terrorisme, le détruire, restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national et appliquer les résolutions des Nations Unies », a dit Choguel.

Il n'a pas loupé la France comme il en a l'habitude. Cette fois, il s'est interrogé sur le mystère qui entoure la mort des deux journalistes français Gislaine Dupont et Claude Verlon à Kidal. "Ils ne disent pas qu'est-ce qui s'est passé à Kidal pour que leurs journalistes

soient enlevés. Pourquoi ils ne lèvent pas le secret-défense pour éclaircir les français sur les circonstances de la mort de leurs journalistes ?", s'est interrogé le Premier ministre. Sur le retrait annoncé des troupes françaises, Dr Choguel Maïga ne s'est pas gêné pour dresser le bilan de l'intervention française au Mali. « Le terrorisme était résiduel en 2013, confiné au Grand Nord du Mali. En 2021, le terrorisme s'est métastasé, ça a atteint le 80% du territoire. À la date d'aujourd'hui, il y a des parties qui échappent au contrôle de l'autorité de l'État

malien », a-t-il reconnu.

Selon lui, il faut éviter de déformer la vérité. "Le mot échec, il ne faut pas avoir honte de le dire, c'est un échec stratégique. Au lieu de s'assois et tirer des leçons de cela, c'est par voie de presse qu'on apprend leur retrait. Quand on est partenaire, on doit se respecter », a-t-il fait savoir.

Il précise que la France s'est opposée que l'État malien recouvre l'intégrité de son territoire. « C'est connu, c'est documenté, tout le monde le sait. Les autorités françaises ont créé une enclave dans le nord du Mali où les terroristes ont pu s'organiser pour revenir à la charge », a-t-il martelé.

Au sujet de la légitimité des autorités de la Transition, Choguel revoit son discours par rapport à la Transition. Il estime qu'aujourd'hui, il revient au peuple malien d'apprécier la légitimité d'un gouvernement contrairement à ces qualificatifs dès la première phase de la Transition. Pour lui, depuis la rectification, tout semble normal. « Je refuse qu'on traite d'une certaine façon les officiers patriotes qui ont parachevé la lutte héroïque du peuple au risque de leur vie », a-t-il soutenu.

À propos de la tension entre la CEDEAO et le Mali, Choguel a réitéré la disponibilité de son gouvernement au dialogue. Il a également profité de l'occasion pour saluer les efforts de l'Union Africaine et d'autres partenaires qui ne ménagent aucun effort pour soutenir le Mali. "Nous ne sommes pas isolés comme les gens le pensent, nous avons une vocation africaine", a-t-il fait savoir, tout en mettant en garde contre l'imposition d'un calendrier électoral au Mali qui ne puisse pas tenir compte des réformes à faire au préalable avant ces élections, au risque d'élire un président qui sera renversé quelques mois plus tard.

Dans le cadre d'un compromis entre les chefs d'État de la CEDEAO et le Mali au sujet du calendrier électoral et la prolongation de la Transition, le médiateur Goodluck Jonathan est une fois de plus attendu à Bamako pour rencontrer les autorités ce jeudi. En attendant, la Charte de la Transition a été révisée et le maintien de 5 ans de prolongation est toujours d'actualité comme recommandé par les Assises nationales de la Refondation, tenues en fin décembre 2021.

Bourama KEITA
Source : LE COMBAT

Florence Parly, ministre française des armées : « C'est une décision lucide et cohérente »

Quelques heures après le communiqué du gouvernement de Transition, la ministre française des armées a posté ce texte sur sa page facebook officielle. Selon elle, la décision de retrait des forces françaises du Mali est lucide et cohérente.



Le Président de la République a annoncé la reconfiguration du dispositif militaire au Sahel et, en particulier le retrait des forces françaises du Mali dans les 4 à 6 mois à venir. C'est une décision lucide et cohérente. Nous sommes fidèles à nos valeurs.

Cette décision a été prise collectivement, avec nos partenaires africains et européens, parce que les conditions politiques et opérationnelles de notre engagement au Mali ne sont plus réunies.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement malien de Transition a fait le choix de la rupture diplomatique et de la provocation politique. Dans ces conditions, nous ne sommes plus en mesure de conduire nos missions de façon satisfaisante.

En 9 ans de présence au Sahel, nous avons neutralisé les principaux chefs des groupes terroristes. Nous avons désorganisé leur structure. Nous leur avons retiré leur ancrage territorial. Nous avons aussi accompagné le renforcement des forces armées locales. Nos militaires peuvent être fiers.

La France va continuer de lutter contre le terrorisme dans la région, avec ses partenaires européens et africains. Le cœur de notre action sera désormais le Niger. Face à la nouvelle géographie de la menace, nous souhaitons travailler de manière plus étroite avec les pays du Golfe de Guinée.

AUDIT ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR DES TIC : JETER LES BASES DU DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX DE L'ÉCOSYSTÈME DU SECTEUR NUMÉRIQUE

Améliorer et parfaire les textes régissant le secteur des TIC au Mali, tel était l'objectif de l'atelier de validation de l'audit organisationnel et institutionnel de l'ensemble du secteur des TIC, avec une revue des textes. C'était le 16 février dernier sous la présidence du Chef de cabinet du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, Sambel Bana Diallo.

Dans son intervention, le Directeur National de l'Economie Numérique, Abdel Kader Ky, a indiqué que l'évènement est d'une grande importance pour le secteur des TIC. « Car, il s'agit de faire le rapport diagnostic des structures et des textes du secteur afin de mieux organiser, sécuriser et réglementer le secteur des TIC. En effet, il s'agit de réorganiser respectivement la super structure administrative, les services centraux, les services déconcentrés et les organismes personnalisés autour des missions politiques, stratégiques d'impulsion de conception et de contrôle de la mise en

œuvre des politiques et programmes d'une part et, des fonctions d'exécution et d'appui conseil, d'autre part ».

Pour Sambel Bana Diallo, le domaine des technologies de l'information et de la communication constitue aujourd'hui le secteur le plus dynamique pour le développement socio-économique du pays. « Dans cette perspective, mon département souhaite mettre en place une stratégie de développement des TIC axée sur les innovations et la digitalisation de notre administration. C'est cela la modernisation de l'administration qui est un des défis du Gouvernement de la Transition ». Cette stratégie de développement des TIC va assurément contribuer à la croissance de l'économie malienne, grâce à l'apport considérable du numérique. Pour ce faire, a-t-il ajouté, il faut un environnement favorable au développement d'un écosystème inclusif tenant compte de la complémentarité entre les structures du département, les cellules informatiques d'autres ministères et les initiatives du secteur privé. Le Chef de cabinet du département en charge de l'Economie Numérique a par ailleurs mis l'accent sur la création de plusieurs nouvelles structures, à savoir : la Société Malienne de Transmission et de Diffusion (SMTD), l'Agence de Gestion des Fonds d'Accès Universel (AGEFAU), la Direction Nationale de l'Economie Numérique et Le Service de Certification et de Signature Electronique (SCSE). Il a profité de l'occasion pour remercier l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications et des Postes (AMRTP) pour son appui et son accompagnement constant. « Pour moderniser le défi de la mondialisation de notre administration, il nous faut non seulement l'introduction et l'appropriation judicieuse des outils TIC, mais aussi, réformer et adapter le système de fonctionnement de l'Etat et de son administration à l'ère du numérique », a-t-il déclaré.

Bintou Diarra
Source : Le Challenger

Leadership Féminin et une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel :

Rencontre des membres du vivier avec les mentors pré-identifiés

Choguel Kokalla Maïga a encore fait parler de lui, le dimanche dernier sur le plateau de l'ORTM. Lors d'une interview qu'il a accordée à la télévision nationale, le Premier ministre s'est longuement exprimé sur le retrait annoncé des troupes françaises. Durant une heure, le chef du gouvernement malien est revenu sur les objectifs et le contexte de déploiement des opérations françaises au Mali.



L'hôtel Azalai Salam a servi de cadre pour Wanep-Mali et ses partenaires pour la rencontre des membres et leurs mentors du programme du leadership féminin et une gouvernance inclusive de la sécurité dans le sahel.

Ce programme se justifie par le fait que les pays du Sahel sont confrontés depuis plusieurs années à une crise sécuritaire qui a motivé des réformes du secteur de la sécurité au Mali, et dans bien d'autres pays de la région du Sahel comme le Niger et le Burkina Faso. En appui à ces initiatives gouvernementales,

et pour rendre ces réformes plus inclusives et participatives, l'Union Européenne à travers sa politique de soutien aux pays du Sahel s'est engagée à soutenir des actions locales visant à la mise en place d'un vivier d'expertes en matière de sécurité.

Le Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP) en partenariat avec la DDG/DRC a été commis pour traduire cette volonté en concrètes. Ainsi, depuis mars 2019, les deux organisations, à travers une démarche inclusive et participative mettent en œuvre le « Programme de Leadership Féminin pour une

Gouvernance Inclusive de la Sécurité : Renforcer la Voix des femmes de la Société civile au Mali, Niger et Burkina Faso en matière de sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertes ». Le programme est mis en œuvre dans les trois pays par les secrétariats nationaux de WANEP au Mali, Niger et Burkina Faso en partenariat avec les bureaux pays de DDG/DRC.

Il vise à s'attaquer à la polémique liée à l'absence des femmes dans la gouvernance du secteur de la sécurité alors que les femmes sont en grande partie les premières victimes



de l'insécurité. L'absence d'un nombre suffisant de femmes dans le secteur de la sécurité se justifie le plus souvent par le manque d'expertise féminin en matière de sécurité et de défense. Et cette situation fait que les politiques et les pratiques sécuritaires ne prennent pas suffisamment en compte les besoins spécifiques des femmes en matière d'accès à la sécurité et à la justice. Le programme se veut être une opportunité pour mettre en place un vivier d'expertes féminines, qui seront dans un premier temps des formatrices et vont travailler à informer, former, sensibiliser et mobiliser un grand nombre de femmes dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Et des personnes ressources auprès des institutions en charge des réformes et de la gouvernance du secteur de la sécurité pour enrichir les politiques sécuritaires et plaider pour des pratiques sécuritaires plus inclusive et participative d'autre part.

Le programme qui regroupe trois pays du Sahel se veut être un cadre d'échange et d'action régional pour soutenir les initiatives régionales en la matière et conforter une tribune de plaidoyer régionale en soutien aux dynamiques nationales de réforme et de gouvernance dé-

mocratique du secteur de la sécurité.

A ce jour, les phases préliminaires du projet ont permis d'identifier, d'informer, de sensibiliser et d'outiller 30 femmes sur plusieurs thématiques dont la Réformes du Secteur de la Sécurité, la prévention et la gestion des conflits, le plaidoyer, la diplomatie préventive et la formation des formatrices sur la RSS. Grâce à ces activités, les membres du vivier d'expertes féminines ont une connaissance approfondie sur les questions de paix et de sécurité surtout dans un contexte post crise.

De même, elles sont attendues dans la conduite d'actions de plaidoyer et la mise en place d'initiatives conjointes avec les acteurs du contrôle démocratique du secteur de la sécurité telles que les institutions nationales de droits humains, les Commissions défense et sécurité, les institutions nationales de Médiation ou de Vérification des Comptes. Les membres du vivier auront la possibilité de choisir comme projet de mise en pratique des connaissances et compétences acquises, un projet à réaliser en partenariat avec un autre acteur ou institution de contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

Pendant, étant des femmes nouvellement

formées en matière de sécurité, les membres du vivier recevront l'appui-conseil d'expert-e-s confirmé-e-s dans la réalisation de leurs projets.

En complément aux actions déjà réalisées et conformément au plan d'actions en cours, le projet prévoit une rencontre des points focaux. Cette rencontre permettra de faire connaissance avec les points focaux des institutions et de mettre une relation en place pour faciliter les plaidoyers auprès des institutions.

C'est dans cette dynamique que WANEP-Mali et son partenaire la DDG/DRC ont organisé cette rencontre entre les membres du vivier et mentors en la plaçant sous la présidence du Ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille.

Dès l'entame de la cérémonie d'ouverture, Madame le maire de la commune 3 du District de Bamako a, dans un bref discours salué l'initiative et souhaité la bienvenue à l'auguste assemblée dans sa commune.

Quant à la PCA du programme, Mme Bintou Founé Samaké, elle dira que le Groupe Danois de Déminage (DDG) en partenariat avec le réseau WANEP rejoignent aujourd'hui, de mettre en œuvre son programme de mentorat à tra-

vers son programme dénommé « Programme de Leadership Féminin (PLF) pour une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel, au Mali, Niger et au Burkina Faso ».

Ce programme financé par l'Union Européenne, a pour but de renforcer la voix des femmes de la société civile en matière de sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertise féminin. Et Mme d'ajouter que les femmes sont toujours douloureusement à la traîne dans les processus de prises des décisions surtout en matière de sécurité et les viviers sont là pour relever ce défi.

Issues du programme de formation approfondie, il est attendu d'elles la production d'enquêtes et d'analyses pertinentes à reverser à l'agenda national de leur pays.

Dans son discours d'ouverture, la DNPf qui a présidé cette rencontre a déclaré que le mentorat demeure l'un des objectifs principaux de notre département, et nous faisons en sorte

qu'elle soit intégrée dans toutes les initiatives gouvernementales pour que la jeune génération soit au cœur des programmes et projets pour avenir de notre pays. A cet effet, des progrès ont été réalisés ces dernières années en termes d'inclusivité et de respect des droits des femmes. Ces résultats ont été enregistrés, grâce à un effort conjugué avec la société civile et les partenaires technique et financier, notamment le programme WIPNET de WANEP Mali, qui avec ses partenaires contribue aux efforts de notre département.

La rencontre était placée sous le programme mentorat qui est mis en place pour faciliter les relations, l'accès et l'apprentissage des mentorés aux côtés des personnes expérimentées, appelées mentors.

« Nous apprécions à juste titre, le rôle incontournable que jouent les organisations de la société civile comme WANEP Mali dans la promotion de l'engagement et la participation des

femmes dans la gouvernance sécuritaire dans notre pays. C'est donc l'occasion pour moi de remercier très sincèrement WANEP et ses partenaires du Mali, d'Afrique et d'ailleurs pour l'initiative et féliciter les partenaires internationaux notamment DDG/DRC pour leur appui constant au processus de paix, de sécurité et d'autonomisation des femmes engagé par le gouvernement de la République du Mali.

Nous demeurons confiantes qu'au sortir de cette rencontre, les mentors auront un calendrier avec les membres du vivier pour qu'elles jouent pleinement leur rôle dans la réforme du secteur de la sécurité au Mali.

« Sur ce, je déclare ouvert les travaux sur le programme de mentorat du Programme leadership Féminin. » A-t-elle déclaré

■ Karamoko B Keita



Floraison des cabinets d'optométrie à Bamako : Les optométristes à cœur ouvert !

Interlocuteur privilégié pour l'acquisition des optiques de correction de la vue, l'opticien exerce un métier complémentaire à celui de l'ophtalmologue. À l'écoute de ses clients, il répond à leurs besoins spécifiques en matière d'optique de correction. Il fournit également de précieux conseils sur les produits les plus adaptés à leur profil, leur offrant ainsi un confort de vue optimal. Nous avons donné la parole à des optométristes qui nous expliquent les contours de leur métier.



L'optométrie est la profession qui consiste à examiner les yeux dans le but de détecter des problèmes de réfraction, de mobilité oculaire et de perception visuelle et à traiter les anomalies à l'aide de verres correcteurs et de traitements orthoptiques. Selon Issiaka Sacko, responsable technique à Espace Vision, chargé de cour technologie lunetière à l'IOTA, « l'optométrie est une profession un peu autonome, elle vient épauler les ophtalmologistes. Comme en un temps il y a eu de médecins ophtalmologistes, la demande était importante par rapport l'ordre de service. Ce métier est venu pour désengorger sa parce que les optométristes sont des agents de santé de première ligne tout ce qui est prise en charge vision oculaire de la santé de l'œil », a-t-il souligné.

Pour Ladjji Mohamed Konimba Kouyaté, gérant

de la société internationale Malienne d'optique, c'est une science qui permet de mesurer l'activité visuelle c'est-à-dire de faire une consultation pour prescrire des verres optiques. « Tant qu'il n'y a pas d'autres anomalies notamment la cataracte ou le glaucome, l'optométriste c'est quelqu'un qui a la capacité de prescrire une ordonnance pour la vision », a-t-il dit.

En effet, au Mali l'accès au métier d'optométriste nécessite un diplôme, la formation a commencé en 2008 à l'IOTA. C'est ce qui ressort des propos de Issiaka Sacko, « La formation en optométrie a commencé au Mali en 2008. C'est une formation qui est ouverte aux étudiants de la sous-région. vue qu'il y'a peu d'étudiant qui sont retenus pour la formation, on est autour de 8 étudiants l'année », a-t-il fait savoir.

Toutefois, il a déploré que le nombre d'étudiants sortants est minime par rapport à la demande. Pour pallier à cela, il relevé qu'il y a des structures de la santé oculaire qui existent qui ont besoin d'offrir ces services d'optiques pour palier à ces besoins, il y a une formation qui a été ouverte. Elle forme des monteuses vendeurs. Sur le marché on peut aller trouver ces gens, vous allez aussi trouver des optométristes qui ont suivi une formation de 3 ans après le Bac dans des boutique.

S'agissant du lieu de provenance des verres, Ladjji Mohamed Konimba Kouyaté a fait savoir qu'il importe les lunettes. « Nous importons les lunettes, nous achetons des cadres qu'on appelle les montures optiques en terme technique et nous commandons les verres optiques chez des fournisseurs des usines qui fabriquent les verres. Actuellement en Afrique

l'usine avec laquelle on travaille en générale est une usine Tunisienne. Nous commandons les verres, ils viennent non tailler avec un diamètre cela peut être 65,70, ou 75 donc c'est l'opticien qui va tailler les verres en fonction de la monture », a-t-il expliqué.

Quant à l'affluence des clients dans les cabinets d'optique, Issiaka Sacko a déclaré qu'il ya toujours une demande. « Les gens qui ont des soucis visuels sont obligés de venir vers nous pour des lunettes donc, ce n'est pas comme avant mais on peut dire qu'il y a toujours la demande surtout avec l'utilisation des appareils notamment, les téléphones, la télé qui est beaucoup regardé, il ya beaucoup de souci visuel qui sont là », a-t-il fait savoir.

DIFFÉRENCE ENTRE 'OPTOMÉTRISTE ET L'OPHTALMOLOGUE

L'optométriste connu aussi sous le nom d'optique, donne une attention primaire en santé visuelle et se distingue de l'ophtalmologue par le fait qui n'est pas médecin mais diplômé en optique et optométrie.

Ainsi, Umar Yanoga , explique que l'opticien est un technicien. « C'est celui qui prend en charge la vente et l'exécution des lunettes, l'ajustement et la réparation des lunettes et les accessoires reliés. L'optométriste est la personne qui effectue les examens de la vue, incluant l'évaluation de la santé oculaire », a-t-il indiqué.

Ladji Kouyaté dira que l'ophtalmologue est celui habilité à prescrire une ordonnance et à faire tout qu'on appelle chirurgie au niveau de l'œil . C'est l'ophtalmologiste qui peut détecter une cataracte ,le glaucome et qui peut faire la chirurgie. En même temps l'ophtalmologiste prescrit aussi les ordonnances pour les lunettes.

CONSÉQUENCES DU PORT ANARCHIQUE DES VERRES

Conçues pour améliorer la vision, les lunettes sont portées aujourd'hui pour diverses raisons. Cependant, cette tendance, selon les spécialistes, peut causer des perturbations chez l'usager. « Il peut avoir beaucoup de conséquence, les verres ne sont pas comme des habits, le verre est là pour corriger les défauts de fonctionnement de l'œil et il ya beaucoup

de défaut de fonctionnement de l'œil. Comme on donne comme définition, une bonne vision est une vision qui est nette et confortable donc aller porter des verres uniquement pour mieux voir n'est pas la bonne solution. Evitez de porter des verres anarchiquement », précise Issiaka Sacko

Umar Yanoga, les verres de la rue ne sont pas corrigés, il n'y a pas d'antireflet dessus. Cela peut causer des soucis tels que des problèmes visuels. « N'achetez pas de façon anarchique les verres, ce n'est pas bon pour l'œil car l'œil est un organe très sensible, il doit être chouchouter et mis dans les meilleurs conditions. si nous nous adonnons à acheter des choses pas très uniforme cela peut causer des soucis dans l'œil et sera à long terme même l'optométriste ne pourra pas régler ce problème », a-t-il conseillé.

Dans la même lancée, Ladji Kouyaté, a précisé que c'est très déconseillé parce que ce sont des verres qui ne sont pas fabriqués dans les normes « Quand on achète des verres pareils, on peut dire qu'on achète de la pacotille et c'est sûr que cela a des effets néfastes sur la vision donc mieux vaut venir chez les professionnels pour acquérir un équipement de qualité qui sont dans les normes. La plupart des usines sont des usines certifiées et iso. On le déconseille très fortement cela peut amener d'autres pathologie », a-t-il préconisé

LES DIFFICULTÉS

Comme difficultés rencontré par les optométristes, Umar Yanoga, explique que la communication n'est souvent pas facile avec les patients. « Certaines personnes quand vous les expliquez très clairement le problème qu'ils ont, ils veulent toujours avoir une solution immédiate. Nous avons aussi à un problème que nous appelons le glaucome qui est un voleur de vision silencieux. Au moment ou vous allez vous en rendre compte, cela veut dire que c'est trop tard. Il y a de ces personnes que nous voulons ,aidé parce que le port régulier des verres peut souvent augmenter la vision mais nous ne pouvons pas faire de miracle, notre travail a des limites donc quand il y a une personne qui a une vision très basse et que les équipements optiques ne parviennent pas à les aidé à voir ,ce n'est pas du tout facile pour nous de les dire cela "cela n'est pas facile de dire à une personnes vous ne pourrez jamais voir". Dès fois on essaye d'organiser des consultations avec le psychologue pour qu'il parvienne à mieux les expliquer et les apprendre à vivre avec leurs anomalies ». Aussi, il a souligné que parfois certaines viennent acheter et après remettent les verres.

Maffenin Diarra



Innovation technologique : L'AMRTP offre de nouvelles solutions !

Le président de l'Autorité malienne de Régulation des Télécommunications et de la Communication et des Postes, (l'AMRTP), Cheick Sidi Mohamed Nimaga, a animé, le mardi 22 février 2022, une conférence de presse qui s'inscrivait dans le cadre de l'accomplissement de sa mission de contrôle de la qualité des services offerts par les opérateurs de télécommunication et de protection des consommateurs. A cet égard, l'AMRTP a mis en place une solution basée sur un modèle collaboratif.

Atravers cette solution, les consommateurs des services de la téléphonie peuvent par eux-mêmes apprécier la qualité de service offerte. L'outil permet aussi à l'AMRTP de recueillir les informations sur la qualité de service pour leur remontée aux opérateurs en vue de leur prise en charge.

La solution AMRTP-QoE, développé par le groupement DFM et FKN, est un outil de suivi de la qualité d'expérience des utilisateurs des réseaux mobiles. C'est une solution automatisée permettant d'assurer un suivi périodique de la QoE à travers une sonde application installée sur les smartphones des utilisateurs.

A l'entame de son intervention, le président de l'Autorité malienne de Régulation des Télécommunications et de la Communication et des Postes (AMRTP), Cheick Sidi Mohamed Nimaga a affirmé que cet outil est une solution automatisée permettant d'assurer un suivi périodique de la QoE, à travers une application installée sur les smartphones des utilisateurs reliée à la plateforme logée à l'AMRTP et qui collecte tous les résultats des requêtes des utilisateurs de l'application. Il est important non seulement pour les utilisateurs mais aussi et surtout, pour les opérateurs de télécommunications, dont l'objectif principal, comme pour toute entreprise, est la satisfaction du client. Dès lors, la perception de l'utilisateur final de la qualité des services offerts devient un enjeu surtout dans un environnement concurrentiel tel que celui des télécommunications. C'est ce qui est appelé communément "qualité d'expérience ou QoE" en sigle anglais "Quality of experience"

« L'application collecte les informations et mesures des réseaux des différents services (couverture, sms, voix et don-

nées) tout en spécifiant la localisation géographique. Ces informations et mesures collectées sont transmises à travers internet au serveur de traitement qui se trouve dans les locaux de l'AMRTP. Une application Web accessible en local permet de faire des analyses statistiques et cartographiques des différents indicateurs de performance et également de générer des rapports », a-t-il souligné.

Abordant les avantages de la solution AMRTP-QoE, Cheick Sidi Mohamed Nimaga laissera entendre qu'à travers cette solution, les consommateurs des services de la téléphonie

peuvent par eux-mêmes apprécier la qualité de service offert. De plus, il a indiqué que l'outil permet aussi à l'AMRTP de recueillir les informations sur la qualité de service pour leur remontée aux opérateurs en vue de leur prise en charge.

Selon lui, la réussite de ce projet dépend fortement du degré d'utilisation de l'outil. Plus l'outil est utilisé, plus nous aurons une vue de la cartographie d'utilisation du réseau GSM au Mali et particulièrement les endroits où les opérateurs doivent faire des efforts pour améliorer la qualité des services offerts. « Cet outil est important non seulement pour les utilisateurs mais aussi et surtout, pour les opérateurs de télécommunications, dont l'objectif principal, comme pour toute entreprise est la satisfaction du client. Nous comptons notamment sur vous, femmes et hommes de médias, pour être les premiers utilisateurs de cet outil dans l'ultime but, d'informer et de sensibiliser les usagers sur son utilité dans l'amélioration et le renforcement de la qualité des services offerts par nos opérateurs des télécommunications », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



CNT : Le projet de révision de la Charte de la Transition adoptée à l'unanimité

Convoqué en session extraordinaire par le Président de la Transition, le Conseil National de la Transition a adopté à 120 pour, 0 contre et 0 abstention, le projet de loi portant révision de la Charte de la Transition. C'était le lundi 21 février 2022. Les changements phares apportés dans la charte sont, entre autres, l'augmentation du nombre des membres du CNT ; la suppression du nombre des membres du gouvernement limité à 25 ; l'adaptation de la durée de la Transition aux recommandations des Assises nationales de la refondation...



C'est enfin tranché. Les membres de l'organe législatif ont acté la révision de la Charte de la Transition. Avec cette révision, les autorités de la Transition ne seront pas dans l'illégalité même après le 27 février prochain. La durée de la Transition a été conformationnée aux recommandations des Assises nationales de la refondation.

En effet, dans le projet de loi qui vient d'être validé, les autorités ont indiqué que malgré la volonté claire et affichée des plus hautes autorités de la Transition de tenir le délai, acté dans le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) adopté, la durée de la Transition se révèle intenable au regard des réformes indispensables initialement retenues et confirmées par les recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR). « D'où la nécessité de réviser la Charte de la Transition sur le fondement des dispositions de l'article 21, pour procéder aux ajustements nécessaires et permettre ainsi sa mise en œuvre efficiente et l'atteinte des objectifs de la Transition », lit-on dans le document. Ainsi, avec l'adoption de ce projet de loi, la durée de la Transition est incluse entre 6 mois à 5 ans.

Cette révision de la charte permettra égale-

ment, entre autres, la suppression du poste de Vice-président pour d'une part, réduire le train de vie de l'État et d'autre part, pour permettre au ministre chargé de la défense et celui chargé de la sécurité de recouvrer et d'exercer la plénitude de leurs attributions traditionnelles ; la suppression du nombre de membres du Gouvernement pour une meilleure gouvernance politique et sociale objective et efficiente ; l'augmentation du nombre de membres du Conseil National de Transition pour renforcer davantage l'adhésion au projet de refondation de l'État ; l'adaptation de la durée de la Transition conformément aux recommandations des Assises.

Le projet de loi portant révision de la Charte de la Transition adopté par le CNT comprend, entre autres, l'article 1er modifie le Préambule de la Charte de la Transition pour intégrer les Assises Nationales de la Refondation (ANR) ; l'article 2 traite des modifications portées aux articles 2, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 18, 22 et 23 ; l'article 3 est relatif à la modification de l'intitulé du Chapitre IV du Titre III.

Selon le projet de loi adopté, il est inséré un avant dernier alinéa dans le Préambule de la Charte ainsi libellé : « Considérant les Recom-

mandations des Assises Nationales de la Refondation de l'État des 27, 28, 29 et 30 décembre 2021. »

Au regard de l'« Article 2 nouveau : Les missions de la Transition consacrées par la présente Charte sont notamment : le rétablissement et le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; le redressement de l'État et la création des conditions de base pour sa refondation ; la promotion de la bonne gouvernance ; la refonte du système éducatif ; l'adoption d'un pacte de stabilité sociale ; les réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives ; l'organisation des élections générales ; la mise en œuvre intelligente de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger ; mise en œuvre intelligente et efficiente des Recommandations des Assises Nationales de la Refondation ». L'article 7 nouveau précise qu'en « cas de vacance de la Présidence de la Transition pour quelque cause que ce soit ou d'empêchement absolu ou définitif du Président de la Transition pour quelque cause que ce soit, constaté par la Cour constitutionnelle saisie par le Président du Conseil National de Tran-

sition et le Premier ministre, les fonctions du Président de la Transition sont exercées par le Président du Conseil National de Transition jusqu'à la fin de la Transition. ». Quant à la durée de la Transition, elle est fixée conformément aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation. En tout cas, selon l'article 22 nouveau. Selon toujours le projet de loi adopté par le CNT, le président n'est pas éligible aux élections à venir. « Le Président de la Transition n'est pas éligible aux élections présidentielles et législatives qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. La présente disposition n'est pas susceptible de révision », indique l'article 9 nouveau.

LE CNT ÉLARGI À 147

Au lieu de 127 membres, le Conseil National de Transition sera composé de 147 membres comme l'ancienne Assemblée nationale du Mali. C'est ce que dit l'article 13 nouveau qui stipule : « Le Conseil National de Transition est l'organe législatif de la Transition. Il est composé de cent quarante-sept (147) membres répartis entre les Forces de Défense et de Sécurité, les représentants du Mouvement du 5 Juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), les partis et regroupements politiques, les organisations de la société civile, les centrales syndicales, les syndicats libres et autonomes, les organisations de défense des Droits de l'Homme, les ordres professionnels, les Maliens établis à l'étranger, les Mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, les Mouvements de l'inclusivité, les groupements de femmes, de jeunes et des personnes vivant avec un handicap, les confessions religieuses, les autorités traditionnelles et coutumières, les chambres consulaires, les faitières de la presse, des arts et de la culture ».

Il faut rappeler que les membres du CNT ont fait trois amendements. Ils portent sur les articles 2 nouveau ; 13 nouveau ; et 22 nouveau.

Boureima Guindo
Source : Le Pays

Attaye Ag Mohamed sur l'accord pour la paix et la réconciliation : « Le seul outil pour construire une paix durable »



Tout en faisant le choix de ne pas se laisser entraîner à porter la responsabilité de la rupture radicale dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger, les responsables de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) disent suivre ce que le gouvernement appelle la mise en œuvre intelligente dudit accord. Lequel, selon Attaye Ag Mohamed, « reste jusqu'à preuve du contraire le seul outil actuellement à disposition des parties pour construire une paix durable au Mali ».

Premier du genre depuis sa mise en place en 2018 conformément à l'Article 50 de l'APR, le Séminaire de l'Observateur Indépendant pour la mise en œuvre de l'Accord a eu lieu le 16 Février 2022. Il a réuni, au-delà des responsa-

bles des Mouvements Signataires de l'Accord dont la CMA, le ministre de la Réconciliation, Chargé de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale, le Colonel Ismaël Wagué, le Représentant du Chef de fil de la Médiation Internationale, Président du CSA, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, Chef de la MINUSMA, l'Ambassadrice Biza William, Conseillère Spéciale de l'Observateur Indépendant, les Ambassadeurs et membres du Corps Diplomatique accrédités au Mali, et les cadres et experts des partenaires internationaux qui accompagnent le Processus de Paix au Mali. Au regard des termes de références de cette rencontre et particulièrement du déroulé proposé, les participants ont passé en revue le contenu de l'observation effectuée pour une

exploitation des recommandations faites et de convenir d'une stratégie de leur intégration en faveur de l'application et du suivi de l'Accord. D'entrée de jeu, le Chef de Délégation de la CMA au Comité de Suivi a salué l'opérationnalisation de cet observatoire dont la qualité des différentes publications périodiques est largement expressive de son indépendance et de son professionnalisme, mais aussi le leadership de la Fondation Jimmy Carter. Selon Attaye Ag Mohamed, six (6) ans après la signature dudit Accord, cela sans crainte de trahir la quintessence des neufs (9) rapports produits par l'OI, les actions menées sont essentiellement périphériques. « Il faut clairement reconnaître que l'entame des questions de fond, en l'occurrence celles relatives à la lettre de l'Accord, reste jusqu'ici de l'ordre de l'incertitude et de l'hésitation. Plusieurs années écoulées mais les espoirs de dividendes escomptés s'amenuisent auprès de populations », a regretté le porte-parole des mouvements.

PEU D'OPTIMISME

Parlant du contexte actuel de la Transition, les mouvements armés restent « malheureusement peu optimistes au regard de la réalité »

que toutes les parties tentent « bien que mal d'inscrire dans l'ordre de simples turbulences qu'il faudrait à chaque fois nécessairement encaissées ».

En effet, souligne le Chef de Délégation de la CMA au CSA, « il y a un peu moins de 18 mois que des autorités de Transition, dont le plus haut leadership avait durant la première annonce solennelle de prise de pouvoir déclaré son entière adhésion à la mise en œuvre intégrale et diligente de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Cet engagement a été d'ailleurs inscrit en bonne place dans la Charte de Transition en vigueur. Vous témoignerez tous ici avec moi de l'apparition par la suite de formulations nouvelles telles que « mise en œuvre intelligente » et qui ont finalement fait partie des libellés des Politique et Programme d'Actions Gouvernementales de cette Transition. Il y a à peine quelques jours, le seul projet de loi sur la Police Territoriale, bien que non consensuel, a été fièrement retiré à l'ordre du jour de la Session Extraordinaire en cours du CNT. La fixation d'une date précise de la Réunion Décisionnelle sur l'Armée Reconstituée, les Quotas globaux d'Intégration et la Chaîne de commandement consensuelle, semblent si difficiles que l'on pourrait croire qu'ils ne seront finalement dé-

terminés que dans le but de cocher une case de promesse ».

A en croire M. Attaye, ces constats parmi bien d'autres, souvent plus flagrants et inquiétants, accordent toutes les raisons de faire de ce séminaire, le lieu de franchise et de sincérité autour de la viabilité de l'Accord pour la Paix et la réconciliation. « Il ne se passe rien qui ne soit intelligemment suivi et compris. Mais nous avons en toute connaissance de cause fait le choix de ne pas nous laisser entraîner à porter la responsabilité de la rupture radicale », a-t-il averti.

Et le Chef de Délégation de la CMA au CSA de marteler : « L'Accord pour la Paix et la Réconciliation reste jusqu'à preuve du contraire le seul outil actuellement à disposition des parties pour construire une paix durable au Mali. » Comme défis à relever, a souligné M. Attaye Ag Mohamed, « la Gouvernance de la mise en œuvre l'Accord, l'organisation cohérente de son système de monitoring et la mobilisation de ressources par les partenaires qui en ont pris l'engagement ».

Cyril Adohoun

Source : L'Observatoire



Musique : La diva malienne Oumou Sangaré dévoile l'album "Timbuktu" et continue de s'engager pour le WASSULU

Elle porte le Mali, et plus particulièrement sa région du Wassulu, sur les scènes du monde. La diva à la voix unique, Oumou Sangaré, présente son nouvel opus "Timbuktu", un album intime qui mêle rythmes africains traditionnels et blues, et elle aborde ses débuts au cinéma. Également diva des sans-voix, elle évoque sa volonté de faire (re)découvrir sa région natale et la richesse culturelle de Yanfolila grâce au festival FIWA qui se tient du 3 au 5 mars. Également au sommaire de ce magazine :

DES OPÉRATIONS ANTICORRUPTIONS DANS LES SERVICES PUBLICS EN CÔTE D'IVOIRE

Policiers qui rackettent les usagers de la route, abus de pouvoir ou encore achats d'exams, notamment ceux pour le recrutement au sein de la fonction publique. La corruption gangrène la plupart des services publics en Côte d'Ivoire. Le pays est classé 105e sur 180, selon l'ONG Transparency International. Plusieurs secteurs sont aujourd'hui dans le collimateur de la justice. Les procès de policiers et gendarmes ayant touché des pots de vin se multiplient à Abidjan. Le gouvernement estime que la corruption fait perdre au pays plus de 1 400 milliards de francs CFA, soit plus de 2 milliards d'euros.

À LA DÉCOUVERTE DU NIL BLANC EN OUGANDA, UN

SPECTACLE NATUREL ÉBLOUISSANT

Les chutes de Murchison font partie des plus puissantes du monde, avec un débit s'élevant à 300 mètres cubes par seconde. Les bateaux de touristes viennent admirer ce spectacle. Les voyageurs traversent le plus ancien parc national d'Ouganda et peuvent profiter sur le chemin d'un véritable safari aquatique avec notamment des centaines d'hippopotames mais aussi des crocodiles. Des éléphants viennent aussi s'y rafraîchir.

Source : france24



Après le discours de Vladimir Poutine : Les Ukrainiens entre rage et inquiétude

La tension semble désormais à son comble entre la Russie et l'Ukraine après le discours de Vladimir Poutine, lundi 21 février au soir, à l'issue duquel le chef d'État russe a signé un décret reconnaissant l'indépendance des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, ainsi qu'un traité d'assistance. Dans la soirée, le Kremlin a commencé à transférer dans les territoires séparatistes ukrainiens ce que Moscou appelle des « forces de maintien de la paix ».



Le président russe était encore en train de parler, lundi soir 21 février, quand ont été signalés, dans la région de Donetsk, des colonnes entières de tanks, des camions de transport de troupes, des convois massifs, impressionnants, sur les principaux axes du territoire. Officiellement, les forces russes assument les fonctions de maintien de la paix, mais rien - ni calendrier, ni information sur l'ampleur du déploiement - n'est communiqué.

En raison de l'heure tardive à laquelle Vladimir Poutine a signé les actes de reconnaissance d'indépendance des républiques sécessionnistes, à Marioupol, la dernière grande ville de l'est ukrainien contrôlée par Kiev, à une vingtaine de kilomètres seulement de la ligne de front, c'est surtout sur les réseaux sociaux que les Ukrainiens ont fait part de leur émotion, de leur colère, voire de leur stupéfaction face à ce très long monologue du président russe en forme de charge contre leur pays. Comme il le fait toujours quand il parle de l'Ukraine, le président russe a fait un long développement historique pour nier son existence en tant qu'État. L'Ukraine et son gouvernement actuel ont été dépeints dans des mots très durs comme « un pays corrompu

», « livré à des terroristes, des radicaux qui ont organisé la terreur et commis des crimes ». Vladimir Poutine a aussi repris la rhétorique régulièrement agitée sur « un génocide en cours » au Donbass et, dans un registre plus classique, a évoqué les menaces qui pèseraient sur la Russie.

“MARIOUPOL, C'EST L'UKRAINE”

À Marioupol, un petit groupe de militants est quand même sorti aux alentours de minuit sur l'une des places centrales de la ville pour crier « Marioupol, c'est l'Ukraine », relate notre envoyée spéciale, Anastasia Becchio. Car l'inquiétude dans cette ville de plus de 400 000 habitants reste que les colonnes russes entrant dans le Donbass ne soient tentées d'aller au-delà des territoires séparatistes et qu'elles lancent un assaut pour gagner des localités encore sous administration ukrainienne.

À Marioupol, beaucoup se remémorent avec inquiétude ce bref moment où, au début de la guerre il y a presque huit ans, ce port industriel stratégique sur la mer d'Azov avait été entre les mains des séparatistes pro-russes.

Pour d'autres habitants, le geste de Vladimir Poutine n'est que la confirmation d'un fait établi que la Russie occupe depuis le début ces

territoires de l'Est ukrainien, avec la crainte qu'avec cette sortie de facto des accords de Minsk, Moscou ne soit plus tenue d'observer le régime du cessez-le-feu.

Enfin d'autres résidents de Marioupol, rencontrés par RFI, redoutent des provocations qui pourraient servir de prétexte à une guerre de grande ampleur contre l'Ukraine.

MULTIPLICATION DES BOMBARDEMENTS DANS LE DONBASS

De Severodonetsk, dans le Donbass, non loin de la ligne de front, c'est aussi sur les réseaux sociaux que notre correspondant en Ukraine, Stéphane Siohan, a pu recueillir, plutôt venues de Kiev, le sentiment des Ukrainiens après le discours du président russe.

Une sorte de sidération devant la logorrhée historique et révisionniste de Poutine. Les réactions sont très diverses : il y a de l'inquiétude bien sûr, mais surtout une rage froide, et chez certains une volonté affirmée de se préparer à en découdre. Le président Volodymyr Zelensky s'est adressé à ses compatriotes à 2h du matin, il les a appelé à garder leur sang-froid, en affirmant que les Ukrainiens ne devaient pas avoir peur et ne céderaient pas une parcelle de leur terre. Le président ukrainien en appelle encore à la paix et à l'action de la communauté internationale, mais en réalité, les forces armées ukrainiennes se préparent à l'éventualité d'une attaque russe.

Pendant ce temps, dans le Donbass, la situation sécuritaire se dégrade à vue d'œil, les bombardements se multiplient sur la ligne de front, et lundi, deux soldats ukrainiens ont été tués et quatre blessés, tandis qu'un premier civil a perdu la vie.

Et au-delà, à Kiev et dans tout le pays, les gens se préparent à un nouveau chapitre de leur vie : se mettre à l'abri et fuir pour certains, mais aussi pour beaucoup se mettre en résistance, voire prendre les armes. Vladimir Poutine qui ne sort presque plus du Kremlin s'est dit lui « confiant sur le soutien des Russes ». Rien n'est moins sûr. Avant son discours, le rouble a déjà chuté fortement, l'action de la principale banque russe a perdu 25%, et dans le pays, c'est le pouvoir d'achat en baisse, les difficultés dans la vie quotidienne qui sont depuis des mois en tête des préoccupations.

Source : RFI



Engagement de la France au Sahel : Un débat sans conséquences à l'Assemblée Nationale

L'engagement français au Sahel est en discussion, ce mardi 22 février, à l'Assemblée nationale. Le gouvernement fera une déclaration sur le sujet, puis les différents groupes s'exprimeront. Un débat sans conséquences puisque Emmanuel Macron a déjà décidé de retirer les troupes françaises du Mali. Si pour tous les candidats à la présidentielle, ce départ des soldats tricolores était inévitable, ils critiquent la stratégie du chef de l'État.

L'annonce du départ des troupes françaises du Mali la semaine dernière a valu à Emmanuel Macron une volée de critiques de la part de ses adversaires politiques. De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, tous les candidats font le même constat : le président français n'a pu que s'incliner face à la junte au pouvoir à Bamako, souligne Julien Chavanne, du service politique de RFI. Un « échec » du chef de l'État pour la candidate socialiste Anne Hidalgo, une « humiliation » aux yeux de Valérie Pécresse, du parti Les Républicains. Jean-Luc Mélenchon a lui dénoncé la « bêtise » et la « désinvolture » des responsables civils ; le communiste Fabien Roussel y a ajouté une critique de la « Françafrique ».

Pour les prétendants à l'Élysée, la France ne pouvait plus rester au Mali. L'armée française s'est « embourbée dans un conflit tribal », juge Éric Zemmour. Les soldats tricolores auraient dû partir il y a déjà plusieurs années, ajoute sa rivale, Marine Le Pen.

Et maintenant, que faire au Sahel ? Là, les candidats sont moins bavards. Éric Zemmour propose de mener ce qu'il appelle une « guerre de corsaires », des opérations au coup par coup sur le modèle de Serval.

UN « DÉBAT » SANS CONSÉQUENCE

Parmi les trois candidats à la présidentielle qui sont aussi députés, seul le leader de la France Insoumise devrait profiter de la tribune,

ce mardi, pour livrer un nouveau réquisitoire contre la politique extérieure et militaire d'Emmanuel Macron, explique François Mazet, du service Afrique de RFI. Preuve de l'importance toute relative de ce débat, un exercice formel qui arrive après la prise de décision organisée au niveau de la présidence avec les dirigeants européens et africains. Plusieurs orateurs devraient d'ailleurs critiquer le fait que le Parlement n'ait été ni associé ni consulté.

Du côté de la majorité, on tentera de valoriser le bilan de Barkhane : la montée en puissance - malgré tout - de l'armée malienne et le fait d'avoir empêché l'effondrement de ce pays.

Source : RFI

Édouard Mendy : Ou le temps de la reconnaissance

Chelsea, tenant du titre, reçoit Lille en huitièmes de finale aller de la Ligue des champions, mardi 22 février. Les Londoniens ont retrouvé Édouard Mendy dans leurs cages, lui qui a passé le mois de janvier au Cameroun, où il a remporté la Coupe d'Afrique des nations avec le Sénégal. Depuis, le portier de 29 ans a ajouté le Mondial des clubs à son palmarès.

« La CAN, c'est dix fois plus d'émotions que la Ligue des champions. C'est incomparable ! » Ces mots sont ceux d'Édouard Mendy, au micro de RFI, quelques secondes après avoir remporté la Coupe d'Afrique des nations avec le Sénégal le 6 février dernier. Des émotions décuplées, pour un gardien qui sait se démultiplier : Ligue des champions, CAN, Mondial des clubs. Le portier a tout gagné. Est-ce enfin de la reconnaissance ?

MEILLEUR GARDIEN DE L'ANNÉE DÉCERNÉ PAR LA FIFA

« C'est tout simplement le meilleur gardien du monde », estime Yoro Mangara, journaliste sénégalais. « Que peut-il faire de plus ? Ce n'est pas normal qu'un gardien qui remporte tout ne soit pas classé au Ballon d'or »,

ajoute-t-il. En effet, le classement 2021 de la plus prestigieuse récompense individuelle avait fait jaser : Édouard Mendy ne figurait même pas dans les 30 nommés, malgré son succès en Ligue des champions. Il avait également vu Gianluigi Donnarumma lui damer le pion pour le prix Yachine, sorte de Ballon d'or des gardiens de but.

Si le portier sénégalais a finalement remporté le titre de meilleur gardien de l'année décerné par la FIFA en janvier, il a surtout gagné une première couronne continentale avec son pays, devenant le dixième joueur de l'histoire à réaliser le doublé Ligue des champions et CAN. De quoi le faire entrer au panthéon africain.

« On a eu de très bons gardiens en Afrique », se souvient Yoro Mangara. « Thomas N'Kono, Joseph-Antoine Bell, ou encore Cheikh Seck.

Mais pour moi, c'est Édouard Mendy le meilleur de tous les temps ».

« CE QU'IL EST EN TRAIN DE RÉALISER, C'EST PHÉNOMÉNAL »

Édouard Mendy, c'est une « domination africaine », mais aussi « mondiale », estime Tony Sylva, l'entraîneur des gardiens de la sélection sénégalaise depuis 2015. L'ex-remport du Lille (2004-2008) aura le cœur qui balance ce soir pour ce match entre son ancien club et celui de son poulain, qu'il entraîne depuis 2018 avec le Sénégal : « Il a accompli ce que beaucoup de gardiens africains voulaient faire. Ce qu'il est en train de réaliser, c'est phénoménal », dit aussi Tony Sylva.

Quel est le secret de la réussite de Mendy ? « C'est un bosseur, un énorme travailleur. Il n'y a que le travail qui paie, regardez : en moins de deux ans, il est sur le toit du monde », avance Tony Sylva. Après avoir conquis le monde lors du Mondial des clubs, et l'Afrique lors de la CAN, le stakhanoviste et boulimique Édouard Mendy remet les gants pour à nouveau conquérir l'Europe.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Un nouveau poste laisse dans le doute sur sa durée. Un manque de visibilité survient dans votre parcours professionnel. Votre poste peut consister en un remplacement d'une durée inconnue. Un sentiment de frustration intervient et vous devez être patient.

C'est encore la prudence qui partage votre vie et c'est encore la meilleure solution à adopter. Pluton en Capricorne peut vous obliger à changer de secteur professionnel et à être attentif à la trésorerie. Le désir d'acheter des articles reste un fantasme.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous bénéficiez du soutien de contacts professionnels influents. Vous jouez toutes vos cartes pour obtenir le bonus tant attendu. Le jeu en vaut certainement la chandelle. Jupiter vous conseille de manier habilement le verbe et le tour est joué.

Si l'envie vous prend de vouloir trop dépenser, un petit signal d'alarme va très rapidement se mettre en route, histoire de vous rappeler que vous avez des impératifs et des charges. Ne dilapidez pas votre argent sans avoir bien réfléchi.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un pic d'activité accompagne une désorganisation. Vous pourriez avoir à remplacer un collègue ou à faire plusieurs tâches à la fois. La journée risque d'être épuisante et avec peu de repos. Dans cette ambiance, la fatigue survient avant la fin de la soirée.

Les ressources actuelles sont insuffisantes ou elles peuvent partir dans diverses dépenses. L'heure n'est pas aux économies et vous pouvez constater que le salaire ne couvre pas tout. Pensez à faire de la récupération ou à acquérir des articles en solde.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous serez particulièrement efficace. Votre organisation ne souffrira d'aucune faille. Minutieux, appliqué, votre travail sera exemplaire. Vous récolterez les félicitations de votre direction. Et il n'est pas impossible qu'une prime suive ! La Lune met l'accent sur vos finances en ciblant une dépense imprévue ou au montant plus élevé que prévu. Demandez à échelonner le paiement de manière à ne pas créer un déséquilibre important de votre compte. Ne vous démunissez pas.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec votre ambition tenace, vous désirez trouver un poste qui donne de la liberté d'action. Au près de vos collaborateurs, vous pouvez ressentir cette rivalité embarrassante. Songer à vous lancer en solo dans une création d'entreprise pourrait vous séduire.

Vous devez revoir votre façon de dépenser et contrôler votre désir de luxe. Uranus en Taureau change votre relation à l'argent. Vous pourriez avoir envie de gagner davantage, car vous ne supportez pas la frustration devant les articles qui vous séduisent.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Sur le plan professionnel, vous êtes sur tous les fronts, vous développez de nouveaux projets, on vous fait confiance. Comme à votre habitude, vous prenez les choses en main, secrètement vous espérez une promotion. Vous redoublez vos efforts.

Financièrement, vous renouez avec la confiance, si vous redoutiez les problèmes d'argent, vous sortez de la crise. C'est avec une grande efficacité que vous réussissez à gérer votre budget. Aujourd'hui, vous profitez de moments plus avantageux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une légère amélioration se fait sentir dans votre poste. Cela peut venir suite à un appui d'un collaborateur qui voit en vous, vos compétences. Vos tâches peuvent pourtant être répétitives ou apporter un sentiment de routine qui vous décourage par moments.

Vous faites le dos rond, car vous avez compris que la patience est votre alliée. Le budget continue d'être serré, mais vous trouvez des solutions et l'entourage vous apporte des aides avec des services. Cette aide est appréciée et vous redonne du pep's.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le carré Lune/Uranus vous met face à des changements que vous n'avez pas souhaités, mais que vous êtes obligé de suivre. Vous n'aurez pas le choix. Mais, en bon Scorpion que vous êtes, vous vous adaptez et vous en tirez un avantage !

Tout devrait bien se passer dans le domaine financier. Toutefois, il ne serait pas inutile de mettre un frein aux dépenses superficielles. Elles vous satisfont sur le moment, mais ensuite vous réalisez qu'elles n'étaient pas indispensables et vous vous en voulez.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des collaborations sont source de joies. Vous remarquez que l'on écoute vos conseils et la complicité continue d'être importante dans votre activité. Jupiter en Sagittaire vous apporte de la satisfaction et de la positivité. Votre ambition revient en force.

Des doutes surviennent dans votre vie professionnelle et avant de vous lancer dans un nouveau départ. Il est conseillé de freiner vos dépenses et de voir si elles sont réellement importantes et prioritaires. Un peu d'inquiétude est à venir pour la journée.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous êtes à deux doigts de baisser les bras, vous n'arrivez plus à lutter contre les personnes mal intentionnées de votre entourage professionnel. Vous bénéficiez d'une aide que vous n'attendiez plus, encore un peu de patience pour que tout s'arrange.

Pensez à placer vos gains avant d'être soumis à la tentation et de craquer pour des achats compulsifs. Si vous en éprouvez le besoin et que ça peut vous rassurer, prenez votre calculatrice, refaites vos comptes, et traquez la moindre dépense.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous travaillez en équipe, il est conseillé de ne pas être impulsif, car votre franchise amène une tension. Des efforts sont à faire pour ne pas altérer l'ambiance. Votre nature enjouée est appréciée. L'ambiance est bonne tout en étant productive.

Pour économiser, vous pourriez limiter les sorties. Cette résolution est difficile à tenir. Vous aimez faire des activités avec vos amis, or tout cela a un coût. Ces loisirs sont la cause principale de dépenses. L'argent vous file entre les doigts.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous savez ce que vous valez et vous ne jouez pas les faux modestes. Vous attendez que l'on reconnaisse à leur juste valeur vos mérites et vos capacités. Cependant une attitude trop agressive aura l'effet inverse. Ne vous faites pas rejeter !

Côté finances, tout semble aller pour le mieux. Les rentrées sont régulières, vous parvenez à équilibrer votre budget sans pour autant vous priver. Vous êtes heureux de constater que vous êtes arrivé à tenir parole ! Vous êtes plus rigoureux.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com